

Section ARDECHE
Impôt Impur Un jour, Injures

Déclaration liminaire au CTL du 21 octobre 2014.

Madame la Présidente,

Quelques mots sur le contexte car en Ardèche, les Agents des Finances Publiques encaissent en ce moment de la part des usagers et des contribuables surtout beaucoup de colère ! La réception est tendue !

Les Trésoreries 07 ne brûlent pas encore mais vous voulez les fermer, la supercherie de la fusion globale obligatoire et de la démarche stratégique éclate au grand jour : gestion de la pénurie et organisation incessante de l'affaiblissement de la DGFIP. Il n'y a pas que les habitants de Saint André en Vivarais qui vont pester.

Nos précédentes déclarations liminaires gardent leurs pertinences comme celle du 26 septembre 2013 où nous vous alertions sur le sentiment d'insécurité qui envahit les agents suite aux annonces gouvernementales.

Aujourd'hui, le gouvernement ouvre la porte au démantèlement du système solidaire de Sécurité Sociale. Nous disons NON à la modulation des allocations familiales, modulation qui n'en est pas une car on ne baisse pas les AF des riches pour augmenter celles des moins riches mais pour faire payer aux familles le cadeau prévu pour les patrons dans le pacte de responsabilité, à savoir une baisse de 2 % de la cotisation des entreprises.

Fixer des plafonds pour accorder des prestations c'est donner au pouvoir politique, la possibilité de baisser ces plafonds.

Si demain, on réserve les droits et prestations qu'aux familles les plus modestes et que l'on réclame l'impôt à tous (comme avec le récent doublement de la TVA de 5,5 à 10%), on affaiblit le consentement à l'impôt et à la solidarité.

Sentiment d'insécurité car le contexte économique, social et politique est très tendu, la situation est grave comme le montre la dernière édition du Global wealth report de Crédit Suisse : le nombre d'Ultra-Riches augmentent fortement dans l'hexagone classé au 5^e rang mondial avec 4151 ultra riches possédant un patrimoine supérieur à 50 millions de \$!!!

La spéculation effrénée explique en partie cette création d'ultra riches qui gagnent de l'argent en dormant avec le trading haute fréquence. Ces transactions intra journalières (jusqu'à 2000 par seconde) sont néfastes sur l'équilibre des marchés . Et M Sapin Ministre des finances n'a pas peur de la contradiction quand il déclare qu'une taxe sur les transactions financières doit permettre de lutter contre la mauvaise finance et quand , dans un cadre européen, il veut exempter les transactions les plus spéculatives...

En un mot , fiscalité allégée ou inexistante pour les spéculateurs.

Si Pôle Emploi a mis en place des processus de détection automatique des profils de chômeurs les plus susceptibles de frauder, si Pôle Emploi tire un trait d 'égalité entre chômeur et tricheur, pourquoi ne pas dresser le profil type du patron voyou ou du banquier accro au paradis fiscal, ou du délocalisateur d'entreprise dopé aux fonds publics mais ennemi déclaré du patriotisme économique ?

Concernant l'assurance chômage, qu'il y ait des petits malins à dénicher, sans nul doute, mais pourquoi eux et pas les autres ?

Reste que le problème, c'est de vouloir faire dépendre l'indemnisation par la recherche active d'un emploi introuvable. C'est une manipulation et l'entretien de faux espoirs comme si le chômage dépendait de notre bonne volonté. Tentative de culpabilisation et de division des citoyens.

Sentiment d'insécurité et de précarité avec le projet de loi de finances 2015 qui prévoit une nouvelle vague de suppression d'emplois : 2000.

La déconnexion entre réalité du travail et moyens alloués à la DGFIP n'a jamais été aussi béante.

Manque de reconnaissance, menace sur les missions, dégradation des conditions de vie au travail, pression managériale et manque de soutien, climat « anti finances publiques » inédit : la situation des agents des Finances Publiques est littéralement intenable.

Il est urgent de dire STOP à la dégradation générale que subissent les agents et le service public.

Que les ministres redescendent sur Terre et que le Directeur Général prenne conscience de l'état du réseau . Par exemple, en catégorie B et C, 2628 postes VACANTS sont identifiés pour 2015 EN PLUS des suppressions d'emplois. Nous demandons le recrutement d'agents afin déjà de combler les postes VACANTS au lieu de fermer les services .

